



TRIBUNE

La transition écologique ne conduira ni à la victoire des métropoles ni à la revanche des campagnes

Pour s'adapter au réchauffement climatique, le géographe Guillaume Faburel plaidait dans «Libération» pour une relocalisation des populations et un rééquilibrage entre villes et campagnes. Une lecture réductrice et essentialisante des territoires, rétorquent ses confrères Daniel Béhar et Aurélien Delpirou.

Par

Daniel Béhar

géographe, professeur à l'Ecole d'urbanisme de Paris

Aurélien Delpirou

géographe, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Fontainebleau

https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/la-transition-ecologique-ne-conduira-ni-a-la-victoire-des-metropoles-ni-a-la-revanche-des-campagnes-20260810_6SKVRFW4INDEBPUG2GMREEOUKE/?poppConnect=true&redirected=3790#mailmunch-pop-1147771

L'entretien du géographe Guillaume Faburel publié dans *Libération* le 1er août pose une question essentielle : où pourra-t-on encore habiter demain ? Les canicules, les sécheresses, les incendies ou les tensions sur la ressource en eau imposent effectivement de repenser l'habitabilité des territoires. Elles conduiront à transformer les grandes agglomérations, à renforcer les petites centralités, à mieux répartir les emplois et les services et, dans certains cas, à accompagner des mobilités résidentielles.

Le géographe propose d'en faire le support d'un projet beaucoup plus ambitieux : «*déménager le territoire*», organiser la «*démétropolisation*» et désigner quelques «*territoires refuges*». Mais cette proposition n'est pas la simple traduction de l'urgence climatique ; elle repose sur des choix intellectuels discutables : une vision essentialisée des territoires, une lecture réductrice de leurs interdépendances et une conception normative de l'habiter.

En premier lieu, l'entretien oppose deux figures presque archétypiques : d'un côté, la métropole, associée au béton, au néolibéralisme, aux

carrières, à l'artificialisation et à la rupture avec le vivant ; de l'autre, les campagnes, où l'on retrouverait proximité, autonomie et solidarités. Les territoires cessent alors d'être des configurations historiques, sociales et politiques pour devenir les supports de vertus ou de vices supposés.

Cette lecture repose sur une confusion fondamentale : une métropole n'est pas une forme urbaine mais un système de relations. Des petites villes comme Figeac (Lot), Vitré (Ille-et-Vilaine) ou Cholet (Maine-et-Loire), insérées dans des réseaux industriels, universitaires ou de services, participent pleinement de la métropolisation ; à l'inverse, bien des grandes villes françaises, qui sont d'abord de petites capitales administratives, n'en remplissent pas les fonctions. En réduisant la métropole à l'hypercentre dense, l'entretien combat une caricature de la métropolisation bien plus que sa réalité.

Cette simplification ne concerne pas seulement les représentations ; elle touche aussi les pratiques sociales et les enjeux écologiques. Les villes produisent elles aussi du voisinage, des solidarités ordinaires, des engagements associatifs et des formes d'entraide ; les campagnes connaissent les conflits d'usage, les rapports de domination, les évitements et les entre-soi. Elles ne sont pas davantage des modèles spontanés de sobriété : consommation foncière, dépendance automobile, habitat dispersé et besoins en infrastructures y demeurent souvent élevés. Il n'existe pas de territoire naturellement sobre.

L'autonomie territoriale est une fiction

En deuxième lieu, Guillaume Faburel semble oublier le principal acquis de plusieurs décennies de recherches géographiques : les territoires n'existent pas séparément mais par les liens qui les unissent. Les villes dépendent des campagnes pour leur alimentation, leur eau, leur énergie ou leurs espaces agricoles ; les campagnes dépendent des villes pour leurs hôpitaux, leurs universités, leurs emplois qualifiés, leurs marchés ou leurs équipements spécialisés. Une commune rurale peut être profondément «métropolisée» par les mobilités quotidiennes de ses habitants et l'usage permanent des emplois, des services et des équipements d'une agglomération.

A l'inverse, aucune grande ville ne fonctionne sans les flux de matières, d'énergie, de travailleurs, de capitaux ou d'informations qui l'inscrivent dans des réseaux bien plus vastes qu'elle. L'autonomie territoriale est une fiction : qu'on le veuille ou non, les sociétés contemporaines vivent d'interdépendances. Le problème n'est donc pas la dépendance, mais la manière dont elle est pensée. Or, l'entretien tend à faire de

l'interdépendance un rapport de domination dont il faudrait s'affranchir. L'enjeu écologique n'est pourtant pas d'abolir ces liens, mais d'en transformer la nature : raccourcir certaines chaînes de production, relocaliser ce qui peut l'être, décarboner les échanges les plus coûteux, tout en préservant les liens qui rendent possibles la solidarité, l'accès aux soins, aux savoirs et aux ressources. La sobriété n'est pas l'isolement des territoires ; elle consiste à rendre leurs interdépendances plus courtes, plus justes et plus soutenables.

Ville aliénante vs campagne régénératrice

En troisième lieu, si les «*territoires refuges*» résultent bien d'une enquête, celle-ci est construite à partir d'un choix de critères qui traduit déjà une certaine conception des rapports entre espace et société. L'opposition entre une ville aliénante et une campagne régénératrice possède une longue histoire intellectuelle. Elle mérite d'être assumée comme un choix politique plutôt que présentée comme une évidence géographique.

C'est précisément parce que les territoires sont réduits à des qualités supposées qu'ils peuvent ensuite être pensés comme de simples espaces à redistribuer. Mais que signifie réellement «*déménager le territoire*» ? La Creuse, le Morvan ou les Cévennes ne sont pas des surfaces à redistribuer ! Qui partirait ? Avec quelles ressources ? Pour quels emplois ? Avec quels effets sur le foncier, les terres agricoles, les infrastructures ou les populations déjà présentes ? A vouloir distinguer les espaces où il faudrait vivre de ceux qu'il faudrait quitter, la géographie risque de devenir moins une science des territoires qu'une morale des lieux.

La transition écologique ne conduira ni à la victoire des métropoles ni à la revanche des campagnes. Elle appelle des transformations différenciées. Aucun modèle territorial ne peut prétendre, à lui seul, détenir la solution. Les défis sont communs ; les réponses devront rester plurielles.